

LA PRESSE EN REVUE...

VENREDI 14 FÉVRIER 2014

SOMMAIRE

- 1) Très gênant
- 2) Il soutient les...
- 3) Mais ne séduit pas
- 4) A la dérive
- 5) Le boulet du...
- 6) Pas contente du tout
- 7) 37% pour le...
- 8) Tout est permis pour ces chrétiens...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Théorie du genre : ce document gênant pour l'UMP



En juin 2011, le parti plaidait pour l'introduction, dès la maternelle, de séances consacrées à l'égalité hommes/femmes. Le PS s'en gargarise.

En trois ans, le discours a changé.

"Il faut aider les filles et les garçons à percevoir positivement leur genre et celui du sexe opposé" et "introduire, dès la maternelle, des séances consacrées à la mixité et au respect hommes/femmes". Un extrait du programme ABCD de l'égalité du gouvernement Ayrault tant décrié par l'UMP ? Non. Ce texte est inscrit noir sur blanc dans un document du principal parti d'opposition datant de juin 2011. Il fait partie des "26 propositions" du "pacte républicain" présenté par l'UMP en juin 2011 dans le cadre d'"états généraux de la reconquête" visant à la préparation du programme présidentiel pour 2012. C'est un utilisateur de Twitter, Laurent, qui a déniché, mardi, ce texte très embarrassant pour l'UMP.



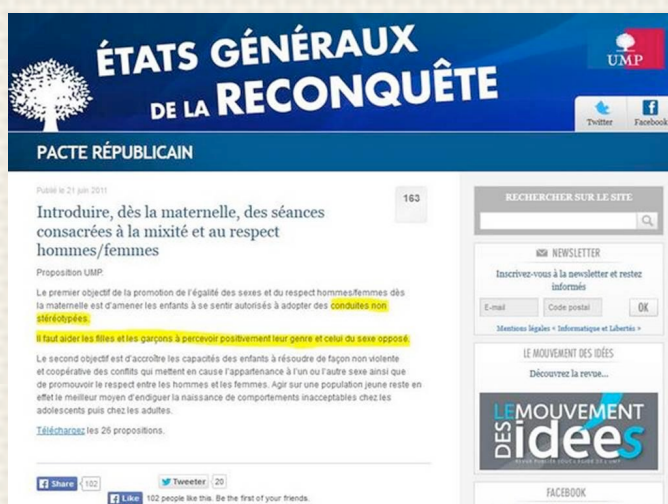
Que disait l'UMP très exactement ?

"Le premier objectif de la promotion de l'égalité des sexes et du respect hommes/femmes dès la maternelle est d'amener les enfants à se sentir autorisés à adopter des conduites non stéréotypées", peut-on lire sous le titre "proposition UMP". "Il faut aider les filles et les garçons à percevoir positivement leur genre et celui du sexe opposé", est-il ajouté. "Le second objectif est d'accroître les capacités des enfants à résoudre de façon non violente et coopérative des conflits qui mettent en cause l'appartenance à l'un ou l'autre sexe ainsi que de promouvoir le respect entre les hommes et les femmes. Agir sur une population jeune reste en effet le meilleur moyen d'endiguer la naissance de comportements inacceptables chez les adolescents puis chez les adultes

adultes", souligne encore le document.

Pain béni pour le PS et le gouvernement.

Toujours sur le réseau social, la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem a repris à son compte cette "pépite" ressortie des archives du web et s'est fendu d'un tweet ironique. "L'UMP aurait donc été un parti capable de faire, sur des sujets de société, des propositions constructives dans le souci d'accompagner ces évolutions !", se délecte la porte-parole du PS Laurence Rossignol dans UN communiqué; "Mais ça c'était avant ! Avant que Jean-François Copé ne s'érige en censeur des livres pour enfants, avant que l'UMP ne théorise le rôle de l'école comme devant transmettre des savoirs mais en aucun cas des valeurs, avant que l'UMP ne courre derrière le Front national, les droites extrêmes et les intégristes de tous bords", a-t-elle estimé.



Najat Belkacem
✓ @najatvb

Merci à l'UMP 2011 de soutenir si ardemment les ABCD de l'Égalité qu'elle conspuie aujourd'hui.

4:57 PM - 12 Févr 2014

Dans les rangs de l'UMP, on reconnaît que la polémique est plus politique qu'idéologique : "ça mobilise l'électorat de droite", explique-t-on rue de Vaugirard. Mais un proche de Jean-François Copé, tout en reconnaissant le changement de discours, estime qu'"en trois ans, on peut ne plus penser la même chose. Najat Vallaud-Belkacem, était, elle pour la théorie du genre et la PMA pour les homosexuels", avance-t-il.

Passé d'armes Copé/Belkacem.

Invité sur Europe 1 le 29 janvier, Najat Vallaud-Belkacem s'était dite "scandalisée" par les propos de Jean-François Copé sur le sujet. "Jean-François Copé fait le pari de la peur, du fantasme, de l'inquiétude des parents et je trouve que cela ne le grandit pas", avait taclé la porte-parole du gouvernement, après que le député-maire de Meaux a déclaré être "choqué par la théorie du genre".

europel.fr

II) Hollande soutient les start-up et brocarde le président du Medef



Par Challenges.fr

Le chef de l'Etat a annoncé un train de mesures en faveur des start-up françaises lors de son dernier jour aux Etats-Unis.



François Hollande veut donner une nouvelle impulsion au financement participatif. (Bertrand Langlois/AP/SIPA)

François Hollande a annoncé mercredi 12 février à San Francisco, aux portes de la Silicon Valley, un train de mesures en faveur des start-up françaises, au dernier jour de sa visite d'Etat aux Etats-Unis.

"La France doit reconnaître le dynamisme de ses entrepreneurs" et favoriser "l'esprit d'initiative", a-t-il lancé devant quelques dizaines de patrons de start-up françaises réunis au French Tech Hub, un incubateur d'entreprises financé notamment par le Conseil régional d'Ile-de-France.

Nouvelle impulsion pour le crowdfunding

Le président français a ainsi promis "une nouvelle impulsion" au "financement participatif" (crowdfunding) avec l'adoption "le mois prochain" d'une ordonnance pour que ce dispositif devienne en France "aussi incitatif qu'aux Etats-Unis".

"Un projet pourra recueillir jusqu'à un million d'euros de prêt sur une plateforme de financement participatif" pour la création d'entreprises, a-t-il détaillé.

Il a également appelé le président du Medef Pierre Gattaz à explorer avec les grands groupes français la "piste" d'offres d'embauche similaires à celles proposées en Californie pour trois ans aux étudiants en fin de cycle. Elles permettent à ces étudiants de "disposer d'une sécurité pour développer leur propre entreprise", a-t-il expliqué.

Améliorer le régime des attributions gratuites d'actions

Il a également relancé l'idée de "passeports talents" permettant aux créateurs, innovateurs et entrepreneurs étrangers de recevoir plus facilement un visa français. "Entre 5.000 et 10.000 personnes" pourraient en bénéficier chaque année, a-t-il précisé.

Observant que, pour attirer les talents dans les start-up, il fallait aussi les rémunérer à hauteur de ce qu'offrent les grands groupes, "ce qui n'est pas simple quand une entreprise se crée", François Hollande a évoqué l'idée "d'améliorer le régime des attributions gratuites d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises".

Lune de miel avec les géants de l'internet

Le président français a également proclamé sa disposition à accueillir en France les géants américains de l'internet. Symbole de cette lune de miel: le "hug" (accolade) qu'il a accordé à Carlos Diaz, un entrepreneur de la Silicon Valley. Celui-ci était à l'origine en 2012 du mouvement des "pigeons", une révolte de patrons contre la hausse un temps envisagée de la taxation des plus-values sur les cessions d'entreprises, initiative qui menaçait de décourager les investisseurs.

"Etes-vous capable aujourd'hui d'embrasser

vraiment les entrepreneurs et de leur faire un hug", l'a mis au défit Carlos Diaz, disant avoir "adoré" le discours du chef de l'Etat qui avait égrené une série de mesures en faveur des start-up françaises. François Hollande s'est alors volontiers exécuté, sous les applaudissements des quelques dizaines de dirigeants de start-up présents.

Au cours d'un déjeuner dans un restaurant de San Francisco, François Hollande a rencontré aussi les tycoons de l'internet, Eric Schmidt (Google), Sheryl Sandberg (Facebook), Jack Dorsey (Twitter) ou Mitchell Baker (Mozilla Foundation).

Il leur a confié avoir lancé le message suivant: "nous n'avons peur de rien, pas peur de mettre nos meilleures entreprises dans la Silicon Valley, pas peur non plus d'attirer des talents ou des investisseurs étrangers dans notre pays".

"Nous devons accepter une émulation favorable à l'emploi dans notre pays, c'est pour ça que j'ai dit à ces grands groupes: venez investir en France, venez créer des emplois, (...) venez aussi soutenir les start-up françaises", a-t-il fait valoir.

L'optimisation fiscale mise de côté

François Hollande n'a toutefois pas abordé avec eux la question qui fâche: leurs pratiques d'"optimisation fiscale" qu'il avait jugé "pas acceptable" à quelques jours de son départ pour les Etats-Unis.

Selon des informations de la presse, Google, dont le patron était donc à sa table mercredi, se serait vu infliger par le fisc français un redressement qui pourrait atteindre un milliard d'euros. Quant à Yahoo!, il vient d'annoncer que ses services en Europe, Afrique et Moyen-Orient seraient désormais gérés par une seule entité basée en Irlande tout en soutenant que "cela ne change rien" pour lui en matière d'impôts.

Le président y a toutefois fait allusion devant la communauté française de San Francisco réunie dans un grand hôtel de la ville: "il y a aussi des conditions à respecter, des règles fiscales" et ces questions devront être réglées à l'échelle européenne.

Hollande se paie Gattaz

François Hollande a enfin profité de l'occasion

pour brocarder le président du Medef Pierre Gattaz devant quelque 3.000 Français de San Francisco, ironisant sur "l'avantage" de l'avoir eu à ses côtés tout au long de sa visite d'Etat aux Etats-Unis.

Rappelant qu'il était accompagné de membres du gouvernement, de deux présidents de région, de parlementaires et de nombreux chefs d'entreprises, le chef de l'Etat a évoqué "cet avantage d'avoir eu le président du Medef tout au long de (son) déplacement" à ses côtés.

"Vous pouvez l'applaudir", a-t-il poursuivi, déchaînant les rires de la salle. "Il sera même dit que j'ai fait applaudir le président du Medef", a-t-il alors plaisanté avant d'enchaîner sur le même registre moqueur: "Je ne doute pas qu'il me rendra la pareille le moment venu, ça fait partie du pacte de responsabilité, je l'avoue".

Des déclarations mal digérées

"Quand on fait des déclarations mal comprises, ça conduit toujours à des clarifications", a-t-on encore raillé dans l'entourage du président Hollande.

Lundi, au premier jour de la visite de François Hollande aux Etats-Unis, placée sous le signe de l'offensive économique, le président du Medef avait semé le trouble, répétant que les allègements de charges promis aux entreprises dans le cadre du pacte de responsabilité ne devaient pas s'accompagner d'une "contrainte".

Ces déclarations à l'étranger et alors qu'il était convié au sein de la délégation française ont suscité l'indignation du gouvernement. Pierre Gattaz a procédé mercredi à une clarification devant la presse à bord de l'avion présidentiel, entre Washington et San Francisco, n'excluant plus des "engagements chiffrés" en matière de création d'emplois mais sur la base "d'objectifs" et "d'estimations".

(avec AFP)

III) « The good president Hollande » séduit Obama, mais pas les investisseurs

LE MONDE

Pour François Hollande, tout va bien – en Amérique, s'entend. Le président français a bouclé, jeudi 13 février, une visite d'Etat aux Etats-Unis qui s'est déroulée sans un nuage, ou presque. Quatre jours durant, ce fut une célébration chaleureuse de l'amitié franco-américaine. Entre Paris et Washington, on a connu des temps moins harmonieux. Mais il est vrai qu'une des caractéristiques de la relation franco-américaine est qu'elle se porte souvent mieux quand un socialiste est à l'Elysée...

Pour M. Hollande, l'objectif était double : confirmer un partenariat conséquent en politique étrangère ; changer l'image déplorable de la France dans les milieux d'affaires américains. Ambition à moitié satisfaite.

UN ALLIÉ SOLIDE ET ACTIF

Au premier chapitre, Barack Obama n'a cessé cette semaine de fêter un hôte qui est un allié solide et actif. En Iran, au Proche-Orient comme en Afrique sahélienne et au Maghreb, la France poursuit les mêmes buts que les Etats-Unis. Qu'il s'agisse de la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive, le terrorisme ou le djihadisme, Paris et Washington sont sur une ligne identique.

Mieux : alors que l'Amérique est en phase de relatif repli en politique étrangère, la France prend sa part du fardeau, en Afrique notamment. Comme l'écrit le politologue François Heisbourg dans le New York Times, elle le fait d'autant plus facilement qu'elle a su marquer son désaccord avec Washington sur la guerre en Irak.

Barack Obama n'est pas un ingrat. Il incarne ce moment de moindre activisme américain sur la scène internationale. Dès lors, il ne peut que se féliciter d'un président français qui prend sa part de responsabilité dans sa zone d'influence – avec les maigres moyens militaires qui restent encore à la France, mais c'est une autre histoire.

MAUVAISE RÉPUTATION CHEZ LES INVESTISSEURS

Au chapitre de l'« image », M. Hollande avait tellement à se faire pardonner qu'il n'y est sans doute pas parvenu. Dans une Amérique où M. Obama passe volontiers pour un « socialiste » – il a rendu l'assurance-santé obligatoire ! –, son homologue français aurait le profil d'un bolchevique.

Une visite intelligente à la Silicon Valley, des propos enthousiastes pour les créateurs de « start-up », un récent virage social-démocrate n'y changeront rien. La France a mauvaise réputation chez les investisseurs américains, quand ils ne la désignent pas comme le dernier pays où ils se risqueraient.

Les fluctuations du discours « hollandais » sont en cause : les entreprises d'abord fustigées, aujourd'hui portées aux nues ; le pays des fameux « 75 % » et, désormais, du « ras-le-bol fiscal ». Il y avait pourtant un dossier « business » à plaider aux Etats-Unis : M. Hollande eût été dans son rôle en critiquant le comportement fiscal des géants de l'Internet en Europe et la manière dont ils violent la protection des données privées. Ce sera pour un autre voyage.

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Hollande-Ayrault: un couple à la dérive

Par Christophe Barbier, Eric Mandonnet, Benjamin Sportouch et Marcelo Wesfreid

Depuis mai 2012, François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont additionné leur confiance mutuelle, leur modération naturelle et leur inexpérience ministérielle. Histoire d'un tandem qui rame.



François Hollande et Jean-Marc Ayrault, les "colocs" du pouvoir. Leur couple est un échec politique.

AFP PHOTO / POOL / BERTRAND LANGLOIS

Ça suffit ! Les circonvolutions gouvernementales, les zigzags de la décision et la versatilité faite gouvernance mènent le pays de tension en tension. Aujourd'hui, la France est au bord de la crise de nerfs parce qu'on en manque à l'Élysée et à Matignon. Lundi 3 février, le pouvoir repousse la loi famille pour calmer la rue ; mardi 4, le pouvoir rafistole la loi famille pour calmer les parlementaires ; jeudi 6, le pouvoir rétablit la loi famille pour calmer l'opinion de gauche. Résultat : l'exécutif s'est fâché avec tout le monde, n'a gagné aucune voix et a perdu tout crédit.

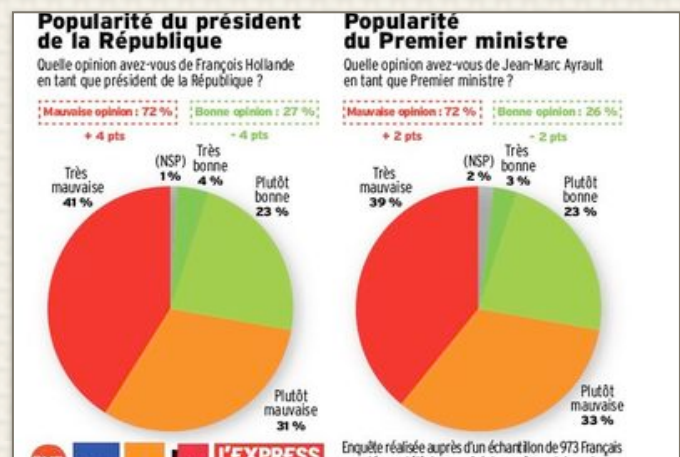
C'est, comme la dépeint un hiérarque socialiste, la "politique des ajustements permanents" - qui ne fait pas une politique. Chaque décision est rationnelle à l'instant où elle est prise, mais considérées sur une semaine, un mois ou un trimestre, elles n'offrent aucune cohérence, elles sont comme des perles qui glissent sur le fil fort penché de la popularité du président.

Le début d'année de François Hollande, avec son cap clair et ses lignes droites, apparaît soudain comme un trompe-l'oeil : voici revenu le temps des arabesques, à nouveau le président pilote le pays comme il gérait hier les courants du PS, par une permanente composition qui veut plaire à

tous et ne mène à rien. Le quinquennat ayant instauré l'hyperprésidence, le moindre flottement élyséen crée une hyperpanique.

Le Parlement étant faible dans l'action et fort dans la grogne, la moindre hésitation du dompteur, à Matignon, déchaîne les fauves à l'Assemblée et au Sénat. Mais le plus grave est qu'à la fébrilité du haut répond l'agressivité du bas : la France s'énerve, elle s'adonne aux invectives et songe aux affrontements. Depuis vingt et un mois, François Hollande et Jean-Marc Ayrault, les "colocs" du pouvoir, ont additionné leur confiance mutuelle, leur modération naturelle et leur inexpérience ministérielle. Réussi au plan humain, leur couple est un échec politique et illustre toute la différence entre la bonne volonté et la volonté. Ils rament aujourd'hui à l'unisson sur un même esquif, qui dérive et prend l'eau, et sur lequel il n'y a qu'un seul gilet de sauvetage, pour le président.

A cet instant, l'homme qui ne laisse jamais rien paraître a rougi. Il est midi, le 25 janvier. Depuis une heure, François Hollande accorde un entretien au magazine américain Time. Détendu et loquace, quand il s'agit de parler des affaires du monde et de la situation économique. Beaucoup moins, lorsque arrive la question sur sa vie privée. Dans quelques heures, le chef de l'Etat va appeler l'AFP pour officialiser la fin de sa "vie commune" avec Valérie Trierweiler.



Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 973 Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet les 6 et 7 février 2014.

A cet instant, sa main tremblerait-elle ? François Hollande considère que l'une des erreurs fatales de Nicolas Sarkozy réside dans son entêtement à ne pas adapter sa politique en cours de mandat. Lui se veut plus souple. De même, son prédécesseur, après avoir souhaité le contraire, ne

changea pas de Premier ministre. Le socialiste commettra-t-il une erreur identique ?

Du couple exécutif, on attend deux choses : qu'il forme un couple et qu'il exécute. Uni comme les deux doigts de la main dans l'impopularité, le tandem peine à se révéler complémentaire ; surtout, il ne décide plus. Quand il tire, c'est à hue et à dia. Quand il annonce, c'est blanc puis noir. En novembre 2013, la remise à plat fiscale devient l'alpha et l'oméga de l'action gouvernementale ; en janvier 2014, elle est un sous-paragraphe du pacte de responsabilité. Entre-temps, à peine deux mois. Avec le projet de loi sur la famille, c'est en jours, presque en heures que se sont comptés les ordres, contrordres et désordres.

Le pouvoir ne peut plus. Chaque semaine qui passe permet d'en prendre la mesure : le pacte de responsabilité provoque une cassure à gauche. La préparation s'est faite à la Hollande. Personne n'avait une vision de l'ensemble. "Il a vécu le calvaire de dix ans à la tête du PS, où tout le monde voulait exister et palabrait dans les réunions, rappelle un dirigeant socialiste. Les plus bavards disaient le plus d'âneries. Maintenant, il ne s'emmerde plus à être entravé."

Le 6 janvier, la réunion hebdomadaire des dirigeants de la majorité, à Matignon, est consacrée à... saisir la portée exacte des vœux du chef de l'Etat. Les éléphants se demandent s'ils doivent appeler un chat un chat. "Le président est très attentif à ce que vous allez dire", commence Jean-Marc Ayrault.

Le temps des Premiers ministres boucliers est fini

Harlem Désir tente alors de se convaincre qu'il n'y a pas eu de rupture : "Ce que Hollande a dit est l'approfondissement de ce qui a été lancé ces derniers mois." Le député Olivier Faure, proche du chef de l'Etat comme du Premier ministre, proteste : "Il s'est tout de même passé quelque chose, on ne va pas faire comme si François Hollande n'avait rien dit de nouveau !" Jean-Christophe Cambadélis s'inquiète ensuite que l'ode à l'entreprise soit mal perçue à gauche : "François est-il en train de se piéger tout seul ? Il risque de se couper de sa propre base électorale, indispensable pour être au second tour de la présidentielle."

Le lendemain, c'est au siège du PS que les

inquiétudes percent, cette fois ouvertement. Le parti bat de l'aile gauche.



Pour éviter les manifestations hostiles, le président multiplie les visites surprises, comme ici, à Trappes, en compagnie de Jamel Debbouze, lors d'un "trophée Culture et Diversité", le 7 février.

AFP PHOTO / THOMAS RAFFOUX

L'un de ses porte-parole, Emmanuel Maurel, fulmine. "Je viens de relire le texte voté au congrès de Toulouse, fin 2012, dit-il en plein bureau national. Je ne vois pas où il est question des gaspillages de la Sécurité sociale, des transferts de charges sociales ou du culte de l'entreprise, avec un E majuscule." Le séminaire du parti, le 10 février, ne suffit pas à colmater les brèches.

François Hollande pousse loin l'exercice solitaire du pouvoir. Pour l'explication de texte - le propos liminaire de sa conférence de presse du 14 janvier, qui aura été revu "de fond en comble quatre ou cinq fois" -, Matignon attendra l'ultime moment avant de recevoir, via un mail du secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron, et du conseiller politique, Aquilino Morelle, confirmation des principaux points. "Le président a fait tapis avec le pacte. C'est sa vérité", souligne Pierre Moscovici. Un temps, la droite s'interroge. En le regardant ce jour-là, François Baroin constate que François Hollande sera un "solid player". "Je me suis dit que l'on avait un client pour 2017", avoue l'ancien ministre de l'Economie.

Mais les nuages reviennent vite. Cela fait déjà plusieurs semaines que le président le confesse : "Je ne suis plus protégé." Il aimerait se concentrer sur l'essentiel, sauf que le temps des Premiers ministres boucliers est fini, avec Jean-Marc Ayrault en tout cas, avec un autre aussi, peut-être. Si rien ne va plus, il en faudrait toutefois

davantage pour entamer son humeur publique. Le 4 février, il accueille 6 des 50 patrons signataires du "manifeste des entreprises étrangères installées en France". Il se montre très décontracté, met à l'aise ses convives, y compris ces trois qui sont introduits à l'Élysée pour la première fois. Drôle, sympathique, et surtout à l'écoute, connaissant parfaitement les sujets dont ses interlocuteurs viennent l'entretenir.



"Jour de colère", à Paris, le 26 janvier : quelque 20 000 personnes réclament la démission de François Hollande.

REUTERS/
Philippe
Wojazer

Car il existe un Français qui ne doute pas du président : c'est François Hollande. Jean-Marc Ayrault, lui, se rassure comme il peut. A un visiteur, il confie, à propos du pacte de responsabilité : "Je lui avais conseillé de le faire il y a plusieurs mois déjà." Mais il doit se battre pour exister. En entamant, ce 15 février, son vingt-deuxième mois à Matignon, il donne l'impression d'occuper les lieux depuis une éternité. Or, à ce jour, seuls quatre de ses 18 prédécesseurs ont duré moins que lui.

"La France apaisée", un engagement enterré

Les ministres ne se racontent plus d'histoires : "La lune de miel entre les deux est terminée depuis bien longtemps", note l'un. Et les postulants se racontent une histoire : "Il faut changer de Premier ministre très vite. Personne ne le tiendra pour responsable des résultats des municipales et cela ne peut que les améliorer, en limitant l'abstention à gauche. La France va être en vacances et se retrouver en famille : d'abord on prend des nouvelles, puis on dit du mal des absents, enfin on tape sur le gouvernement. S'il y a un nouveau Premier ministre, on s'interroge : "Tu en penses

quoi?"

On ne change pas une équipe qui perd. L'idéal serait tout de même d'attendre les régionales de 2015. Garde-t-on une équipe qui s'écroule ? Les socialistes ont longtemps pensé éviter le pire aux municipales de mars. Ils ont changé d'avis. "Il faut préparer ces élections comme un rendez-vous qui peut faire très mal", prévient Benoît Hamon. "Dans les dernières semaines, un glissement de terrain est possible", complète Pierre Moscovici, qui n'a pas oublié cette campagne menée dans le Doubs : les sondages de début de campagne lui prédisaient une courte défaite, sa liste fut écrabouillée.

Plus grave que les couacs, plus compromettant que les renoncements, c'est un engagement fondateur de sa campagne que le chef de l'Etat enterre. "La France apaisée", disait-il. Si l'expression n'avait pas eu le retentissement de "la force tranquille" en 1981, elle montrait l'un des axes forts de 2012. Apaisée, parce que le président saurait faire entendre "la voix du rassemblement et de la réconciliation". Apaisée, parce que le chef lui-même le serait - tels sont les deux sens qu'il donne au mot lors de son discours du Bourget. L'arrière-pensée est limpide : il s'agit, bien sûr, de rompre avec le sarkozysme.



La Manif pour tous du 2 février, à Paris : ordres, contrordres et désordres perturbent les débats autour de la loi sur la famille.

REUTERS/Benoit Tessier

Cette obsession-là, clef de son succès, est la clef de ses erreurs. Non, ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui a bouleversé l'équilibre des institutions, tout juste en a-t-il accentué certains effets : c'est bien le quinquennat qui a rebattu la donne. Non, ce n'est pas - seulement - Nicolas Sarkozy qui a provoqué les divisions de la société française, tout juste les a-t-il exacerbées : c'est bien le pays qui

est désormais, comme rarement, crispé, tendu, irascible.

L'heure est au désaccord, Hollande prône la réconciliation

Une étude récente d'Ipsos sur les "fractures françaises" l'a prouvé : entre les Français et la politique, la coupure s'approfondit ; entre les catégories populaires et les plus aisées, le clivage s'accroît. Au point que le chef de l'Etat ne parvient plus à incarner la concorde. "Au-delà des divergences bien naturelles, ce qui nous rassemble est plus puissant encore, c'est l'amour de notre patrie" : le 17 mars 1986, au lendemain de la victoire de la droite aux législatives, François Mitterrand annonce la première cohabitation de l'histoire de la République en même temps qu'il enfle son costume de père de la nation, qui le conduira à une triomphale réélection deux ans plus tard. On pourrait alors croire que les menaces d'éclatement sont plus fortes que jamais ; pourtant, à cette époque, il est encore possible pour le premier des responsables publics de symboliser une forme d'intérêt supérieur.

Depuis quelques mois, François Hollande ne manque pas une occasion de prôner la réconciliation. Il l'a fait pour le pacte de responsabilité, il l'a encore souligné le 4 février, pour la présentation du plan contre le cancer, insistant dès le début de son allocution sur ce "qui fédère, qui rassemble, au-delà des sensibilités, des clivages, des alternances". Mais les mots présidentiels, dont on devine bien le dessein - améliorer l'assise de François Hollande et préparer la campagne de 2017 -, tombent pour le moment dans le vide.

Sur tant de sujets, l'heure est au désaccord et, bien davantage, à l'affrontement. La société s'est entredéchirée hier sur le mariage homosexuel, la PMA et la GPA. Qu'en sera-t-il, demain, sur la fin de vie, préoccupation qui ne relève cette fois en rien, selon le mot d'un conseiller ministériel, d'un "caprice sociétal de la gauche"? La rumeur s'emballerait pour renvoyer chacun à ses certitudes.

Que le pouvoir trébuche sur un texte et les deux camps s'insurgent : la droite retient les menaces qu'elle a cru percevoir, la gauche pleure son identité perdue. Un dimanche de janvier, un défilé au mot d'ordre factieux - la démission du chef de l'Etat - dégénère en slogans antisémites ; le dimanche suivant, une manifestation paisible

réunit une foule importante qui place ses valeurs au-dessus de la loi de la République. Ainsi le pays traverserait-il l'aube de 2014.

La promesse fondatrice a donc vécu. Ni la politique de François Hollande, ni le couple exécutif qu'il constitue avec Jean-Marc Ayrault, ni sa personne n'apaisent la France. Seul son caractère renvoie une image différente de celui de son prédécesseur : un animal à sang froid a succédé à un autre à sang chaud. Si cela avait suffi à tranquilliser la nation, elle s'en serait déjà rendu compte.

En décembre, le responsable des Radicaux de gauche, Jean-Michel Baylet, a soufflé au chef de l'Etat une phrase de Mitterrand : "Dans chaque Français, il y a un chouan et un soldat de l'an II." Les Français d'aujourd'hui ne sont pas moins irréconciliables que ceux d'hier ; mais le chouan qui réclame la tête du président crie plus fort que le soldat de l'an II du quinquennat.

lexpress.fr

V) Assurance chômage : le Medef met sur la table son texte boulet de canon



Une manifestation de chômeurs et précaires en juin 2013 à Montpellier.

Alors que le patronat et les syndicats se retrouvent aujourd'hui pour la suite des négociations Unedic, le projet patronal s'avère ultrarégressif pour les chômeurs.

Le patronat a précisé sa thérapie de choc pour les comptes de l'assurance chômage. Révélé sur le site Internet des Échos, le texte qui a été communiqué, hier, aux syndicats propose comme remède au déficit de 4 milliards de l'Unedic de

réduire massivement les droits des demandeurs d'emploi. Comme le Medef le laissait déjà pressentir il y a quinze jours, il s'attaque aux régimes des intermittents et aux intérimaires, prétendument trop généreux. Il envisage de les aligner sur le régime général d'indemnisation et «demande à l'État de prendre en charge, s'il considère qu'il relève de l'intérêt général de mieux indemniser les demandeurs d'emploi de l'annexe 8 et 10 (...), le surcoût».

Respecter les engagements pris au festival d'Avignon

Les intermittents, par la voix de la CGT spectacle, n'ont pas tardé à réagir, estimant «qu'une riposte rapide est indispensable. Il est urgent de rappeler les engagements pris par Michel Sapin et Aurélie Filippetti devant les députés lors du Festival d'Avignon». Ensuite, l'activité réduite, cumul d'un emploi précaire et d'une allocation, génératrice de trop-perçus pour les chômeurs, est aussi dans la ligne de mire du patronat. Soi-disant pour inciter la reprise d'un emploi, le Medef propose de réduire l'indemnisation, en supprimant le seuil de travail de 110heures et le plafond de 70% du salaire antérieur pour en bénéficier, tout comme le plafond de 15 mois pour la durée d'indemnisation. Et envisage aussi que le cumul entre revenu d'activité et allocations soit limité à 80% de l'ancienne rémunération.

Les demandeurs d'emplois ne sont pas responsables de la conjoncture économique



Pour Éric Aubin, chef de file de la CGT dans les négociations, c'est une provocation. «Alors que

51% des contrats sont précaires, les patrons refusent d'assumer leur propre politique de l'emploi.» Pour faire entrer de l'argent dans les caisses de l'assurance chômage, le patronat propose aussi de faire cotiser les contractuels de la fonction publique et les opérateurs publics à l'Unedic ! Enfin, le Medef va encore plus loin, si le mot de dégressivité n'est pas écrit, il propose «de faire varier les droits et la durée d'indemnisation en fonction du niveau de

chômage». Plus le taux serait haut, plus les droits suivraient. Revers de la médaille, en période de chômage faible, les personnes percevraient une indemnisation moindre. De l'ordre de 0,8 jour indemnisé pour un jour cotisé, au lieu d'un jour cotisé un jour indemnisé aujourd'hui. La durée d'indemnisation serait aussi modulable, avec un chômage en dessous de la barre des 10%, 6 mois de travail seraient nécessaires pour prétendre à 18 mois d'indemnisation, contre 4 mois travaillés pour 24 mois indemnisés aujourd'hui. Une idée absurde pour Éric Aubin, «comme si les demandeurs d'emploi étaient responsables de la conjoncture économique ! Un tel texte nous incite à mettre fortement nos propositions sur la table». Si le gouvernement avait assuré, qu'en pleine période de crise, les droits des chômeurs seraient maintenus, le patronat ne l'entend pas de cette oreille. Les syndicats mettront aujourd'hui leurs propositions au menu. Les discussions promettent d'être musclées.

Le représentant de la CGT aux négociations, Eric Aubin, a déchiré ce jeudi devant les caméras le projet de réforme du patronat, qu'il a jugé "inacceptable", à son arrivée au siège du Medef pour une troisième séance de négociation. "La CGT appelle les salariés, les précaires, les demandeurs d'emploi, les intérimaires, les intermittents à se préparer à un rapport de force", a lancé, Eric Aubin.

humanite.fr

VI) Assurance chômage : la CGT déchire le projet patronal

lefigaro.fr, AFP agence

Le représentant de la CGT a déchiré devant les caméras le projet de réforme du patronat, qu'il a jugé «inacceptable», à son arrivée au siège du Medef pour une troisième séance de négociation.

On savait que les négociations allaient être tendues. Elles le sont vraiment. Le représentant de la CGT aux négociations sur l'assurance chômage a déchiré ce matin devant les caméras le projet de réforme du patronat, qu'il a jugé «inacceptable», à son arrivée au siège du Medef pour une troisième séance de négociation.

«La CGT appelle les salariés, les précaires, les demandeurs d'emploi, les intérimaires, les intermittents à se préparer à un rapport de force», a lancé le négociateur CGT, Eric Aubin. Le patronat (Medef, CGPME, UPA) a fait une série de propositions drastiques pour réformer l'assurance chômage, allant de la modulation de l'indemnisation des chômeurs en fonction de la conjoncture à la fin du régime spécial des intermittents, en passant par la cotisation des contractuels Le Monde-Abel Mestre de la fonction publique.

La CFDT s'est elle aussi montrée très circonspecte sur le projet patronal, soulignant que son objectif «unique» dans cette négociation était la mise en place des droits rechargeables. Ce dispositif permettra aux chômeurs qui retrouvent un emploi sans avoir épuisé leurs droits de les conserver, au moins en partie, et de les cumuler avec leurs nouveaux droits s'ils redeviennent chômeurs.

La représentante de la CFDT, Véronique Descacq, a notamment fermé la porte à toute négociation sur le régime spécial des intermittents du spectacle, «qui ne fait pas partie de la négociation». «On ne veut pas en parler», a-t-elle lancé, accusant le patronat d'avoir voulu faire du

Chiffon rouge

«A chaque négociation», le patronat «agite le chiffon rouge: les intermittents du spectacle, les intérimaires, la fonction publique», a renchéri le représentant de FO, Stéphane Lardy, jugeant la proposition patronale de modulation des allocations chômage en fonction de la conjoncture «tout à fait absurde». «Ce sont des calculs d'école primaire», a-t-il ironisé. «Ne rien faire dans la période actuelle, c'est prendre le risque dès 2017 de remettre en cause l'existence même de l'assurance chômage», plombée par un lourd déficit et une dette proche de son niveau record, a fait valoir le négociateur du patronat, Jean-François Pilliard.

«C'est un texte équilibré. Pour nous, c'est une question d'équilibre des régimes», a également assuré la représentante de la CGPME, Geneviève Roy.

Patronat et syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) doivent négocier toute la journée de jeudi au siège du Medef à Paris, sur la «convention» de l'Unedic qui définit tous les deux

ou trois ans les modalités d'indemnisation des chômeurs et le montant des contributions des employeurs et des salariés finançant le régime. Ils se sont donné jusqu'au 13 mars pour parvenir à un accord.

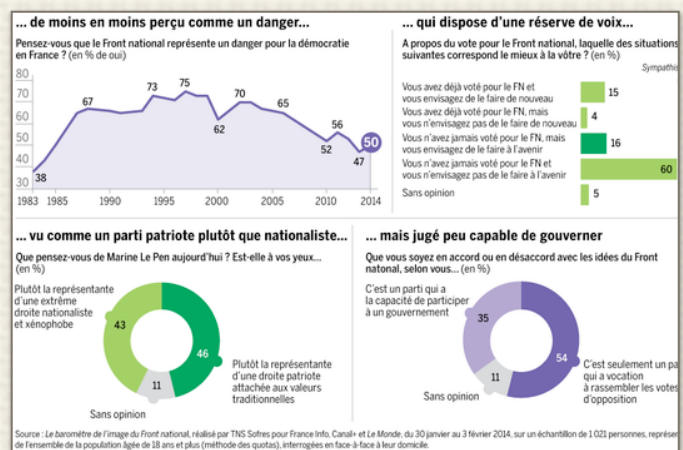
VII) 34 % des Français «adhèrent aux idées du Front national»

Le Monde-Abel Mestre

Il y a un paradoxe Marine Le Pen. Son image se normalise et l'électorat UMP est de plus en plus séduit. Mais, dans le même temps, un sondé sur deux estime que le Front national (FN) «représente un danger pour la démocratie en France» et les deux propositions phares du FN, la sortie de l'euro et la «priorité nationale», sont rejetées en bloc.

Ce sont là les principaux enseignements du baromètre d'image du Front national 2014 réalisé par TNS Sofres pour Le Monde, France Info et Canal+. Ce baromètre présente l'avantage de cerner les évolutions de perception de ce parti sur une longue période puisqu'il fait l'objet d'une édition annuelle depuis 1984. L'étude a été réalisée du 30 janvier au 3 février, sur un échantillon représentatif de 1 021 personnes interrogées en face à face, selon la méthode des quotas.

Regarder l'infographie Comment le FN est perçu



« EFFET PLATEAU »

L'enquête menée a en tout cas mesuré un record : aujourd'hui, 34 % des personnes interrogées «

adhèrent aux idées du Front national », en hausse de deux points par rapport à 2013 ; 59 % des sondés pensent le contraire. Depuis l'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti d'extrême droite, le niveau d'adhésion aux idées du FN ne cesse d'augmenter : il était à 22 % lors de la prise de fonction de Mme Le Pen en 2011, bondissant à 31 % l'année suivante et à 32 % en 2013.

Il y a donc une sorte « d'effet plateau », qui voit le FN se stabiliser à un niveau très haut. Une tendance que l'on retrouve dans les niveaux d'adhésion à différentes opinions relevant du programme du FN comme le sentiment de « ne plus se sentir chez soi en France », « la défense des valeurs traditionnelles », le renforcement des pouvoirs de la police ou la demande d'une justice « plus sévère ».

De même, si une majorité des sondés n'adhèrent « ni aux critiques, ni aux solutions de Marine Le Pen », ils sont de moins en moins à le penser (43 %, - 3 points). A l'inverse, 14 % (+ 2 points) adhèrent à ses « critiques et solutions », et 35 %, comme en 2013, souscrivent seulement à ses critiques mais pas à ses solutions.

L 'IMAGE DE MARINE LE PEN SE NORMALISE

L'image de Marine Le Pen recueille, quant à elle, de plus en plus d'opinions favorables. Ainsi, 58 % des personnes interrogées jugent qu'elle est « capable de rassembler au-delà de son camp » (+ 5 points) ; 56 % qu'elle « comprend les problèmes quotidiens des Français » (+ 7 points) et 40 % (+ 5 points) estiment qu'elle « a de nouvelles idées pour résoudre les problèmes de la France ». « Marine Le Pen renforce ses points de faiblesse, tout en consolidant ses points forts », résume Edouard Lecerf, directeur général de TNS-Sofres.

Autre point essentiel : 46 % des personnes interrogées jugent que Mme Le Pen est « plutôt la représentante d'une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles » (+ 2 points) contre 43 % qui pensent qu'elle représente « une extrême droite nationaliste et xénophobe ». Les deux courbes s'étaient croisées l'an passé. L'écart se creuse en 2014.

LA « DÉDIABOLISATION » PROFITE À MARINE LE PEN

Comment expliquer ces résultats contradictoires ? A la vérité, la présidente du FN a su normaliser

son image personnelle, mais pas celle de son parti. C'est plus Marine Le Pen que les Français adoubent que le Front national lui-même. Un peu comme si la stratégie dite de « dédiablement » avait porté ses fruits pour l'ancienne prétendante à l'Élysée et pas pour le FN.

Cette « dédiablement » est menée par Mme Le Pen depuis son éclosion médiatique. Ce choix a été conçu, d'abord, pour banaliser le FN, lui « retirer la tunique de Belzébuth », nourrie du « soupçon d'antisémitisme » qui pèse sur lui, selon les termes de Mme Le Pen. Elle a également voulu se positionner comme une responsable politique « professionnelle » et a tourné le dos aux provocations auxquelles son père, Jean-Marie Le Pen, était habitué. Force est de constater que cette opération fonctionne.

La chance du FN est donc d'avoir une leader qui incarne ses idées, avec un patronyme qui est autant une « marque politique » que le nom du parti. A ce titre, le lancement du Rassemblement bleu Marine, qui confond structure partisane et personnalité de sa présidente, est une piste à creuser pour la formation d'extrême droite, tout comme l'hypothèse d'un changement de nom du parti.

LA SORTIE DE L'EURO REJETÉE

Cependant, Marine Le Pen n'arrive toujours pas à convaincre les Français du bien fondé des deux points fondamentaux de son programme : la sortie de l'euro et la préférence nationale. 64% des personnes interrogées sont opposées à la sortie de l'euro et au retour au franc, contre 29 % qui pensent le contraire. Un chiffre de mauvais augure à un peu plus de trois mois des élections européennes, où le FN espère sortir en tête. Enfin, en matière d'emploi, 72 % des personnes sont opposées à la « préférence nationale », contre 24 % qui sont favorables à une telle mesure.

Ces résultats entrent en cohérence avec l'image du FN, qui reste un parti protestataire pour 54 % des personnes interrogées quand 35 % d'entre elles estiment que le FN pourrait participer à un gouvernement. Des chiffres stables par rapport à 2013.

Consulter le baromètre d'image du FN 2014 réalisé par TNS Sofres pour Le Monde, France

<http://www.youscribe.com/catalogue/etudes-et-statistiques/actualite-et-debat-de-societe/politique/barometre-2014-d-image-du-front-national-2397650>



Abel Mestre
Journaliste au Monde

L'adoption pour les couples gays divise le FN

Près d'un an après les débats ayant entouré le vote de la loi Taubira, l'adoption d'enfants par des couples de même sexe, est aujourd'hui majoritairement acceptée. C'est ce qui ressort de l'étude TNS Sofres. 49 % des personnes interrogées répondent favorablement à la proposition « Les couples homosexuels devraient avoir le droit d'adopter des enfants » (46 % en 2013), contre 42 % qui ne sont pas d'accord (48 % en 2013).

L'électorat frontiste est majoritairement opposé à cette proposition (56 %). Mais une partie non négligeable (37 %) y répond favorablement, dans une proportion d'ailleurs supérieure à celle de l'électorat UMP (28 %).

Ces résultats nuancés tendent à donner raison a posteriori à Marine Le Pen, qui avait refusé de faire des thématiques de la Manif pour tous un cheval de bataille. La présidente du FN n'a d'ailleurs jamais participé à ces défilés, même si d'autres personnalités du parti d'extrême droite, dont Marion Maréchal Le Pen, députée du Vaucluse et nièce de la présidente du FN, s'y sont rendues régulièrement.

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Permis de haïr

Par Thierry PELTIER



40 contacts
1 édition
64 billets
1 article d'édition
376 commentaires
Enseignant retraité,
père de 6 enfants...
amateur d'actualités
et d'analyses
politiques sérieuses
N I S M E S
-
BELGIQUE



L'évolution d'une grande partie des chrétiens en France me pousse à exprimer le regard que j'ai là-dessus.

Pour ces chrétiens, tout est permis désormais : traîner le pouvoir politique dans la boue, se faire intransigeant en matière d'éthique et de morale, exiger la démission du Président de la République... Soit ! Mais aussi : crier des slogans nazis au « Jour de Colère », monter en épingle chaque évènement qui peut être présenté comme de la « cathophobie », diaboliser tout ce qui n'est pas 100 % chrétien, faire croire aux ouailles qu'un grand complot franc-maçon se met en place et a comme but de nier les identités d'homme et de femme. Tout cela, bien entendu contre l'Eglise. Ce complot dont on ne connaît jamais les membres et dont on se demande vraiment quel avantage il aurait de fondre les deux sexes en un seul travaille aussi dans les écoles, dans le Parlement et le Sénat, les associations, la presse...

Cette haine m'est insupportable et je me suis

demandé pourquoi en étions-nous arrivés là. Tout a commencé, il me semble, le jour de l'élection de François Hollande. Ce jour-là où la gauche reprenait le pouvoir a été comme le déclencheur d'une autorisation de haïr. Avec les encouragements explicites d'une partie de l'Episcopat Français et du clergé de l'Eglise de France, tout pouvait être dit et fait. Et l'on se permit de haïr. Haïr le pouvoir et ses représentants, haïr toute la gauche, haïr les homosexuels et ceux qui voulaient leur permettre un peu plus d'égalité en les faisant accéder au mariage. Haïr les ministres, haïr les réformes qu'ils mettent en place, haïr la police, haïr les gens de couleur, les opposants à l'Eglise, haïr les chrétiens « progressistes » (Je me demandais ce que cela voulait dire. J'ai trouvé : tout chrétien qui n'est pas comme eux). Haïr les agnostiques, les athées, les incroyants, les croyants d'autres religions. Les prêtres les accompagnants, ils avaient l'aval d'une autorité ecclésiastique et ils ne se sont privés de rien. Tout leur est permis.

Ces prêtres, ces évêques sont, aux yeux de beaucoup de chrétiens, coupables d'avoir créé et encouragé un climat d'intimidation permanente et généralisée. On s'exprime sur les réseaux sociaux, sur You Tube, dans la presse et même parfois dans les églises... Ils sont persuadés que l'ancien régime était mieux que la République et rêvent d'une Contre Révolution symbolisant leur rêve par un R inversé que l'on voit partout maintenant sur le net. On voit même l'impensable : des prêtres dont les prêches et les interventions n'ont plus rien de spirituel. Tout pour eux, et depuis des mois, se réduit à la création de ce climat de haine, épinglant chaque fait de l'actualité politique comme signe de renversement. Le Président est traîné dans la boue et ses ministres sont décrits comme ceux qui veulent détruire l'Eglise.

Descendre dans la rue est dès lors l'autorisation de tout se permettre. On invite donc n'importe qui et les enfants en premier lieu à ces Manifs « pour tous » où le désir secret est que chacune d'elle deviennent insurrection populaire.

Une de leurs caractéristiques est aussi de ne pas avoir beaucoup d'arguments. Mais rien ne les arrête : le permis de haïr fait suivre les arguments d'injures, d'insultes, de dérision ou d'attaques personnelles, sans que leurs prêtres ne disent rien. Ceux-ci d'ailleurs ne se privent pas de tomber eux aussi dans ces excès.

Ce gâchis ne pourra s'arrêter que si dans les

chrétiens, un grand nombre décide de ne jamais haïr même si des autorités ecclésiastiques le permettent, de rester dans le respect et même l'amour, de ne jamais mettre une partie de l'humanité au ban de la société, d'oser prendre la parole pour dire « Non, je reste dans l'Amour », de rejoindre les chrétiens qui agissent pour une meilleure intégration des homosexuels dans leurs familles, qui ont décidé d'accompagner des mourants, qui viennent en aide aux jeunes filles enceintes en détresse, qui agissent dans leur vie de tous les jours avec charité, qui ne vocifèrent pas des slogans haineux mais qui parlent avec amour et respect, qui, en cas de tension, privilégient la prière et le dialogue plutôt que les manifestations de rue... Bref qui décident de vivre l'Evangile.

Je suis conscient que ce petit texte va provoquer peut-être des réactions très hostiles. Mais, en y réfléchissant, je trouverai cela très bien. Cela montrera à mes lecteurs ce dont je voulais parler.

"Père, pardonne-leur ; Ils ne savent pas ce qu'ils font." (Luc 23 : 34)

blog.mediapart.fr

A suivre...

**La Presse en
Revue**